

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

3 juillet 2013

PROPOSITION DE DÉCLARATION

**de révision de la Constitution
en ce qui concerne les pouvoirs du Roi**

(déposée par
MM. Theo Francken et Jan Jambon)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

3 juli 2013

VOORSTEL VAN VERKLARING

**tot herziening van de Grondwet
wat de bevoegdheid van de Koning betreft**

(ingediend door
de heren Theo Francken en Jan Jambon)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedeker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le statut de la monarchie belge est totalement dépassé. C'est pour des raisons pragmatiques qu'il a été choisi, au cours de la première moitié du 19^e siècle, de doter le nouvel État belge d'une monarchie constitutionnelle. À l'époque, à la suite des révolutions américaine et française survenues à la fin du 18^e siècle, la monarchie absolue qui caractérisait l'Ancien Régime appartenait au passé. Par ailleurs, c'eût été aller trop loin que d'opter pour une république, car les relations internationales et la diplomatie étaient alors principalement assumées par des souverains. Le souverain était du reste le chef de l'armée: une référence romantique à l'idéal courtois du roi chevalier. D'un point de vue historique, la monarchie belge est entièrement fondée sur la période de la restauration, qui a suivi les guerres napoléoniennes et le Congrès de Vienne.

Aujourd'hui, presque deux siècles plus tard, il est grand temps de reconsidérer le rôle de la monarchie dans la structure de l'État. Les structures intérieures et les circonstances internationales ont considérablement évolué. La Constitution fédérale de 1993 a transféré aux Communautés et aux Régions nombre de compétences jusqu'alors exercées par l'État national. Par ailleurs, à la suite de l'intégration européenne et de la création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, d'importantes compétences en matière de sécurité nationale et internationale ont été confiées à un niveau supranational. Nos forces armées étant actuellement liées, sur le plan du droit conventionnel, par le Traité de Washington de 1949, qui a donné lieu à la création de l'OTAN, la fonction de commandant en chef des forces armées confiée au souverain a été entièrement vidée de son contenu.

Beaucoup d'autres États membres de l'UE ont opté, au cours des deux derniers siècles, pour un maintien de la monarchie tout en la faisant évoluer sur la base des principes démocratiques qui devraient régir un État. En Belgique, cette évolution n'a pas encore eu lieu. Dans l'intervalle, de nombreuses règles de la Constitution sont interprétées différemment. En outre, de nombreux pouvoirs décisionnels ou privilèges du Roi ou des membres de la famille royale ne sont pas réglés dans la Constitution ou dans la loi. Il est grand temps que notre pays — à l'instar de nombreux autres pays de l'Union européenne — adapte cette institution aux principes démocratiques d'aujourd'hui, tant en droit que dans les faits.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het statuut van de Belgische monarchie is hopeloos verouderd. De keuze voor een constitutionele monarchie voor de nieuw opgerichte Belgische staat was een pragmatische keuze in de eerste helft van de negentiende eeuw. Het vorstelijk absolutisme van het Ancien Régime behoorde door toedoen van de Amerikaanse en de Franse Revoluties van de late achttiende eeuw tot het verleden. Anderzijds was de keuze voor een republiek dan weer te verregaand omdat de internationale relaties en de diplomatie in die tijd in de eerste plaats beoefend werden door vorsten. Ook stond de vorst aan het hoofd van het leger: een romantische verwijzing naar het hoofse ideaal van de koning-ridder. Historisch is de Belgische monarchie volledig gestoeld op de restauratie-periode na de Napoleontische oorlogen en het Congres van Wenen.

Bijna twee eeuwen later is het hoog tijd de rol van de monarchie in het staatsbestel te herzien. Zowel de binnenlandse structuren als de internationale omstandigheden zijn danig geëvolueerd. De federale Grondwet van 1993 gaf belangrijke bevoegdheden uit handen van de nationale staat aan de Gemeenschappen en de Gewesten. Ook de Europese integratie en de oprichting van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie zorgde ervoor dat belangrijke bevoegdheden aangaande de nationale en de internationale veiligheid werden toegewezen aan een supranationaal niveau. Verdragsrechtelijk is onze krijgsmacht gebonden aan het verdrag van Washington uit 1949 dat aan de basis ligt van de NAVO, waardoor de functie van de vorst als opperbevelhebber van de strijdkrachten volledig is uitgehold.

Vele van onze medelidstaten van de EU kozen in de laatste twee eeuwen voor een behoud van de monarchie, maar lieten deze wel evolueren op basis van de democratische principes die een staat zouden moeten beheersen. In België gebeurde dit nog niet. Veel regels uit de Grondwet worden inmiddels anders uitgelegd. Daarnaast zijn veel beslissingsbevoegdheden of voorrechten van de Koning of leden van de koninklijke familie niet in de Grondwet of in de wet geregeld. Het is hoog tijd dat dit land — in navolging van vele andere landen van de Europese Unie — dit instituut aanpast aan de democratische beginselen van vandaag; zowel in rechte als in de feite.

Méthodologie

La sixième réforme de l'État ne laisse aucune place à la révision du rôle de la monarchie. Les dotations peuvent être adaptées en dehors de la Constitution et plusieurs articles de la Constitution qui confèrent un rôle déterminé au Roi ont aussi été ouverts à révision, par la déclaration de révision de la Constitution du 7 mai 2010¹ ou par l'ingénierie juridique de l'article 195 de la Constitution.

Nous optons délibérément pour un débat de fond destiné à réformer le rôle de la monarchie dans son ensemble, ce qui est impossible dans le cadre actuel des articles déclarés ouverts à révision. Nous choisissons aussi délibérément de ne pas recourir au contournement par le biais de l'article 195 de la Constitution. C'est pourquoi une série d'articles de la Constitution doivent être ouverts à révision, y compris les quelques dispositions qui peuvent déjà actuellement être soumises à révision.

Le débat de fond ne peut pas se retrouver noyé parmi les nombreux travaux auxquels les Chambres doivent encore s'atteler. Il sera ainsi possible de mener le débat sur le fond et de manière globale. En reportant de la sorte le débat au-delà des élections, nous donnons aussi le temps à l'opinion publique de se préparer à celui-ci.

Contenu de la fonction royale

Si l'on opte pour le maintien de la monarchie, nous estimons que la fonction royale doit devenir purement protocolaire.

Formation du gouvernement fédéral

Concrètement, le rôle du Roi lors de la formation et de la dissolution du gouvernement et du parlement doit entièrement disparaître. Les institutions d'une démocratie adulte sont en mesure de jouer elles-mêmes ce rôle. Elles n'ont pas besoin d'une façade derrière laquelle les politiciens décident de toute façon de la procédure à suivre. Très concrètement, il ne convient pas, par exemple, que le Roi ait l'initiative lors de la formation d'un gouvernement, alors qu'en coulisse, certains choix politiques, voire même certaines préférences personnelles, sont cruciaux. Nous avons besoin de transparence, pas de mise en scène. Une intervention par le biais du règlement de la Chambre des représentants constitue une première étape². Mais une adaptation de la Constitution à la nouvelle réalité s'impose pour créer une transparence.

¹ Doc. parl. Chambre 2010, n° 53-10/001.

² Doc. parl. Chambre 2012-13, n° 53-2929/001.

Methodiek

In de zesde staatshervorming is geen ruimte gelaten voor de herziening van de rol van de monarchie. De dotaties kan men aanpassen buiten de Grondwet en ook een aantal artikelen van de Grondwet die de Koning een bepaalde rol toedichten, zijn in herziening gesteld. Dit bij verklaring tot herziening van de Grondwet van 7 mei 2010¹ of via de juridische spitstechnologie van artikel 195 Gw.

Wij kiezen zeer bewust voor een debat ten gronde dat de volledige rol van de monarchie moet hervormen. In het huidige kader van artikelen die voor herziening vatbaar werden verklaard, is dit niet mogelijk. Wij kiezen er ook zeer bewust voor geen gebruik te maken van de omzeiling via artikel 195 Gw. Vandaar dat een serie artikelen uit de Grondwet in herziening gesteld moet worden, inclusief die enkele bepalingen die momenteel al herzien kunnen worden.

Het debat ten gronde mag niet verzanden in het vele werk dat nog op de plank ligt in de Kamers. Op deze wijze kan het debat ten gronde gevoerd worden en over het geheel. Dat het debat op deze wijze over de verkiezingen getild wordt, laat toe dat ook de publieke opinie de tijd krijgt in te spelen op deze discussie.

Inhoud van het koningschap

Indien men kiest voor het behoud van de monarchie, moet men volgens ons komen tot een louter protocolair gegeven.

Vorming van federale regering

Concreet moet de rol van de Koning bij de vorming en de ontbinding van de regering en het parlement volledig verdwijnen. De instellingen van een volwassen democratie zijn hiertoe zelf in staat. Ze hebben geen nood aan een façade waarachter politici toch beslissen over de te volgen werkwijze. Heel concreet past het niet dat bijvoorbeeld bij de vorming van een regering de Koning het initiatief heeft terwijl achter de schermen bepaalde politieke keuzes en zelfs persoonlijke voorkeuren zwaar doorwegen. Er is nood aan transparantie, niet aan tooneel. Een ingreep via het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers is een eerste stap². Maar een aanpassing van de Grondwet aan de nieuwe realiteit is nodig voor het scheppen van transparantie.

¹ Parl. St. Kamer 2010, nr. 53-10/001.

² Parl. St. Kamer 2012-13, nr. 53-2929/001.

Rôle législatif

D'après nous, le Roi n'a plus aucun rôle à jouer non plus en ce qui concerne le travail législatif. Le Roi sanctionne et promulgue les lois. Les arrêtés royaux sont depuis longtemps des arrêtés du pouvoir exécutif fédéral. Le Roi appose une signature au bas de ce qui lui est soumis. Il ne dispose d'aucune marge de modification ou de refus. Le Roi Baudouin a provoqué une mini-question royale à l'occasion de la loi sur l'avortement. À l'époque, la seule solution a été de faire preuve d'une créativité sans précédent dans l'interprétation de la Constitution. Il serait préférable de mettre fin à de tels artifices et d'adapter la Constitution à la réalité.

D'aucuns renvoient à la période d'affaires courantes pour défendre ce rôle du Roi dans la législation et la réglementation. Le Roi n'est toutefois pas responsable, y compris en période d'affaires courantes. La situation est donc, *de facto*, similaire en affaires courantes ou en dehors d'une telle période: le ministre reste responsable, qu'il puisse être appelé ou non à se justifier devant le Parlement. La Constitution est très claire à ce sujet.

Pour situer le rôle législatif du Roi, il est intéressant de se pencher sur l'exemple de la République française. L'article 10 de la Constitution française de 1958 dispose que le Président promulgue les lois dans les quinze jours qui suivent la transmission au gouvernement de la loi. Contrairement au Roi belge, le président français est donc effectivement tenu par un délai.

Le statut constitutionnel du président français n'est pas comparable à celui d'un roi. Le président est élu directement par le peuple, tout comme le parlement. La légitimité démocratique du président équivaut donc à celle de la représentation du peuple.

Il n'en reste pas moins qu'en cas de cohabitation, le président interprétera cette compétence de promulguer les lois comme une compétence liée. Le président ne refusera donc jamais de promulguer une loi car un refus serait antidémocratique. Lorsque le parlement vote une loi, elle doit être signée, comme l'expliquait le président Mitterrand lors d'une interview: *"Lorsque le parlement vote une loi, je deviens un notaire et quand, dans le délai qui m'est imparti, je dois signer, je signe sans quoi je serais en situation de forfaiture. C'est la volonté du parlement qui s'impose"*.

Il est frappant de constater qu'en 1993, le président français élu directement estime, pour des raisons démocratiques, ne pas pouvoir refuser de signer des lois,

Wetgevende rol

Ook qua wetgevend werk heeft de Koning volgens ons geen rol meer te spelen. Integendeel. De Koning bekrachtigt de wetten en kondigt ze af. Koninklijke besluiten zijn al lang besluiten van de federale uitvoerende macht. De Koning zet een handtekening onder wat wordt voorgelegd. Er is geen enkele marge tot wijziging of weigering. Koning Boudewijn veroorzaakte een mini-koningskwesitie met de abortuswet. Toen was de enige oplossing een ongekend staaltje van creativiteit met de interpretatie van de Grondwet. Beter is het komaf te maken met dergelijke kunstgrepen en de Grondwet aan te passen aan de realiteit.

Velen verwijzen naar de periode van lopende zaken om deze rol van de Koning in wet- en regelgeving te verdedigen. De Koning is, ook in lopende zaken, echter niet verantwoordelijk. *De facto* is de situatie dus gelijklopend in of buiten lopende zaken: de minister blijft verantwoordelijk, ongeacht of deze al dan niet voor het parlement ter verantwoording geroepen kan worden. De Grondwet is daar zeer duidelijk over.

Om de rol van de Koning in de wetgeving te kaderen is het goed om naar het voorbeeld van de Franse Republiek te kijken. Artikel 10 van de Franse Grondwet van 1958 bepaalt dat de president de wetten gestemd door het parlement afkondigt binnen een termijn van veertien dagen nadat de wet aan de regering is overgemaakt. In tegenstelling tot de Belgische Koning, is de Franse president dus wel gebonden door een termijn.

De grondwettelijke positie van de Franse president kan men niet vergelijken met deze van een koning. De president wordt rechtstreeks verkozen door het volk, net als het parlement. De democratische legitimiteit van de president is dus even groot als deze van de volksvertegenwoordiging.

Toch is het zo dat de president, in geval van cohabitation, deze bevoegdheid om de wetten af te kondigen, interpreteert als een gebonden bevoegdheid. De president zal dus nooit weigeren om een wet af te kondigen. Een weigering zou ondemocratisch zijn. Wanneer het parlement een wet stemt, dan moet die worden ondertekenen, verklaarde president Mitterrand in een interview: *"Lorsque le parlement vote une loi, je deviens un notaire et quand, dans le délai qui m'est imparti, je dois signer, je signe sans quoi je serais en situation de forfaiture. C'est la volonté du parlement qui s'impose"*.

Het is merkwaardig om vast te stellen dat de rechtstreeks verkozen Franse president in 1993 meent dat hij om democratische redenen niet mag weigeren om

alors que quelques années auparavant, un souverain belge — ne disposant pas du tout de la même légitimité démocratique — considère, quant à lui, pouvoir le faire. Ceci montre que les normes étrangères relatives au rôle législatif du chef de l'État — même si ce dernier a été élu démocratiquement — diffèrent de la réalité belge.

Les relations internationales

De la même manière, la définition du rôle du Roi dans les relations internationales et lors de la conclusion de traités est dépassée. En réalité, les différents gouvernements assument ces missions en fonction de leurs compétences respectives. La réforme de l'État de 1993 a conféré les compétences de conclure des traités aux communautés et aux régions selon le principe "*in foro interno, in foro externo*". À cet égard également, nous considérons que cette façade royale doit disparaître de la Constitution. À l'inverse, le rôle du Roi en tant que chef d'État cérémoniel peut être maintenu pour recevoir les lettres de créance d'ambassadeurs étrangers et de représentants diplomatiques dans notre pays. Tel est également le cas dans les pays possédant une monarchie cérémonielle basée sur le modèle scandinave, voire dans les républiques dirigées par un président protocolaire, comme l'Allemagne.

Nominations et droit de grâce

La description que la Constitution fait de la désignation ou de la nomination des agents de la fonction publique ne correspond pas à la réalité. Chaque agent ne va certainement pas solliciter au Palais royal en vue d'être nommé dans la fonction publique. Le gouvernement a déjà prévu lui-même les organismes nécessaires en matière de sélection et de recrutement. Le Roi ne doit pas non plus remplir une fonction de façade en l'occurrence. Si on le souhaite, on dispose des instruments pour faire en sorte d'avoir le meilleur agent à la bonne place. Il en est ainsi pour les sélections réalisées tant par le biais du Selor, du Conseil supérieur de la Justice, de la Défense que par des bureaux de recrutements externes.

De même, le droit de grâce ou la réduction de peine sont des tâches qui, dans une démocratie moderne, ne sont pas confiées à une survivance de l'absolutisme. Depuis l'instauration des tribunaux de l'application des peines, nous disposons d'un instrument plus moderne et plus objectif pour s'acquitter de cette tâche.

wetten te ondertekenen, terwijl enkele jaren tevoren een Belgisch vorst — die helemaal niet geniet van dezelfde democratische legitimiteit — wel meent dit te kunnen doen. Dit om te kaderen dat de buitenlandse standaarden van de wetgevende rol van het staatshoofd — ook al is het democratisch verkozen — verschillend zijn van de Belgische realiteit.

De internationale betrekkingen

De omschrijving van de rol van de Koning in internationale betrekkingen en bij het sluiten van verdragen is evenzeer niet meer van deze tijd. In werkelijkheid staan de verschillende regeringen, naargelang hun bevoegdheid, in voor deze taken. De staatshervorming van 1993 geeft verdragsluitende bevoegdheden aan de gemeenschappen en de gewesten volgens het principe "*in foro interno, in foro externo*". Ook hier moet volgens ons deze koninklijke façade uit de Grondwet verdwijnen. Anderzijds kan de rol van de Koning als ceremonieel staatshoofd wel blijven bestaan in het ontvangen van de geloofsbrieven van buitenlandse ambassadeurs en diplomatieke gezanten in ons land. Dit is ook het geval in landen met een ceremoniële monarchie naar Scandinavisch model en zelfs in republieken met een protocolaire president, zoals Duitsland.

Benoemingen en genaderecht

Voor de aanduiding of benoeming van overheidspersoneel is de omschrijving in de Grondwet niet aangepast aan de realiteit. Het is heus niet zo dat elke ambtenaar gaat solliciteren in het koninklijk paleis om bij de overheid benoemd te worden. De regering voorzag zelf reeds de nodige instellingen in functie van selectie en rekrutering. De Koning hoeft ook daar niet als façade te dienen. Indien men wil, heeft men de instrumenten om de beste vrouw of man op de goede plaats te krijgen. Dit geldt zowel voor de selecties via Selor, via de Hoge Raad voor Justitie, via Defensie of via uitbestede recruiteringskantoren.

Ook het genaderecht of de strafvermindering zijn taken die in onze moderne democratie niet aan een overblijfsel uit het absolutisme toegekend worden. Met de invoering van de strafuitvoeringsrechtbanken is er een modern en objectiever instrument voorhanden om zich van deze taak te kwijten.

Fiscalité transparence

Le Roi jure de respecter les lois. Certaines dispositions constitutionnelles établissent clairement l'égalité de tous les Belges devant le fisc. Or, il s'avère que les membres de la Famille royale ne payent pas d'impôts et peuvent rouler sans plomb mais aussi sans accises, sans parler des différents fonds destinés à éluder l'impôt. Il y a donc fort à faire également en matière financière et fiscale. Il faut non seulement voter des lois ordinaires, par exemple pour régler les dotations, mais également revoir la Constitution sur ce point.

C'est plus particulièrement la liste civile qui interpelle en l'occurrence. La finalité de cette somme d'argent annuelle a en effet évolué au fil du temps. Initialement, ce montant servait au Roi et à sa famille. Depuis, quasi tous les membres de la famille proche bénéficient d'une dotation distincte en application de l'une ou l'autre loi. Il s'avère par ailleurs que la dotation ne couvre même pas tous les frais de la fonction royale. Passant par un maquis de dispositions budgétaires confuses et déguisées, des fonds sont transférés de toute une série de services publics à la Famille royale ou au fonctionnement de la fonction royale.

Il s'agit par exemple de cadeaux payés par le SPP Politique scientifique, de frais d'entretien de la propriété de la Donation royale — du reste autosuffisante — assumés par la Régie des Bâtiments, de membres du personnel de la marine et d'autres composantes militaires affectés à des tâches qui n'ont rien de militaire, de diplomates détachés du SPF Affaires étrangères, ...

De telles dépenses devraient être imputées en toute transparence sur la Liste civile. L'intervention d'un service public dans une tâche royale déterminée devrait être remboursée par la Liste civile. Il s'agit de la seule façon d'assurer la transparence des frais de la monarchie. On pourrait par ailleurs envisager d'étendre le contrôle exercé par la Cour des comptes aux dépenses de la Liste civile affectées à la fonction royale, tout en respectant les dépenses personnelles du Roi.

Conclusion

Pour qu'un débat approfondi sur le rôle de la monarchie puisse être mené après presque 200 ans, nous souhaitons que les dispositions constitutionnelles concernées soient déclarées ouvertes à révision. Au cours des dernières décennies, le monde politique s'est penché à diverses reprises sur le rôle de la monarchie. Cette question a été abordée plusieurs fois, mais concrètement, rien n'a changé. On s'est à chaque fois contenté de recourir à des artifices et de développer des idées utiles "pour plus tard".

Transparantie in de fiscaliteit

De Koning zweert de wetten na te leven. Er zijn er duidelijk grondwetsbepalingen die elke Belg gelijk stellen voor de fiscus. Nochtans blijkt dat de leden van de koninklijke familie geen belastingen betalen en niet alleen loodvrij, maar ook accijnsvrij kunnen tanken. We zwijgen over de verschillende fondsen die dienen om belastingen te ontwijken. Ook op financieel en fiscaal vlak is er dus werk aan de winkel. Niet alleen zijn er gewone wetten nodig, bijvoorbeeld om de dotaties te regelen, ook de Grondwet is aan herziening toe op dit punt.

Voor de civiele lijst springt hier in het oog. Doorheen de tijd is de functie van deze jaarlijkse geldsom immers van betekenis veranderd. Aanvankelijk diende dit bedrag voor de Koning en zijn familie. Intussen hebben vrijwel alle nabije familieleden een afzonderlijke dotatie via een of andere wet. Daarnaast blijkt dat de dotatie niet eens alle kosten van de koninklijke functie dekt. Via een kluwen van onduidelijke en verdoken begrotingsbepalingen vloeit vanuit allerlei overheidsdiensten geld naar de koninklijke familie of het functioneren van de koninklijke functie.

Het gaat dan bijvoorbeeld om geschenken die betaald worden vanuit de POD wetenschapsbeleid, kosten voor onderhoud aan eigendom van de — zelfbedruipende — koninklijke schenking die via de Regie der Gebouwen betaald worden, marine- en ander militair personeel die allerminst militaire taken vervullen, gedetacheerde diplomaten van de FOD Buitenlandse Zaken, ...

Dit zijn uitgaven die in alle transparantie uit de Civiele Lijst zouden moeten komen. Indien een overheidsdienst tussenkomt in een bepaalde koninklijke taak, zou dit op de Civiele Lijst verhaald moeten worden. Enkel op die manier krijgt men transparantie over de kosten van de monarchie. Daarbij kan men overwegen om het Rekenhof ook, in respect voor de persoonlijke uitgaven van de Koning, toezicht te laten houden op de uitgaven van de Civiele Lijst die de koninklijke functie dienen.

Besluit

Teneinde na bijna 200 jaar een grondig debat mogelijk te maken over de rol van de monarchie, wensen wij de desbetreffende grondwetsbepalingen voor herziening vatbaar te verklaren. Tijdens de laatste decennia waren er herhaaldelijk politieke oprispingen over de rol van de monarchie. Men heeft zich herhaaldelijk over deze zaken gebogen, maar concreet is er niets veranderd. Het bleef bij kunst- en vliegwerk en nuttige ideeën "voor later".

Nous demandons un débat approfondi en la matière. Nous espérons que les Chambres fédérales accepteront au moins de rendre un tel débat possible en déclarant les articles concernés ouverts à révision.

Wij wensen een grondig debat en hopen dat de federale Kamers dit debat tenminste mogelijk willen maken door deze artikelen voor herziening vatbaar te verklaren.

Theo FRANCKEN (N-VA)
Jan JAMBON (N-VA)

PROPOSITION DE DÉCLARATION

En vue de réduire le rôle du Roi à un rôle purement protocolaire, les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision des articles suivants de la Constitution:

- article 36;
- article 37;
- article 40;
- article 44;
- article 45;
- article 46;
- article 50;
- article 63;
- article 72;
- article 74;
- article 75;
- article 78;
- article 79;
- article 80;
- article 85;
- article 86;
- article 87;
- article 88;
- article 89;
- article 90;
- article 91;
- article 92;
- article 93;
- article 94;

VOORSTEL VAN VERKLARING

Teneinde de rol van de Koning te herleiden tot een louter protocolaire rol verklaren de Kamers dat er reddenen zijn tot herziening van de volgende artikelen van de Grondwet:

- artikel 36;
- artikel 37;
- artikel 40;
- artikel 44;
- artikel 45;
- artikel 46;
- artikel 50;
- artikel 63;
- artikel 72;
- artikel 74;
- artikel 75;
- artikel 78;
- artikel 79;
- artikel 80;
- artikel 85;
- artikel 86;
- artikel 87;
- artikel 88;
- artikel 89;
- artikel 90;
- artikel 91;
- artikel 92;
- artikel 93;
- artikel 94;

— article 95;
— article 96;
— article 98;
— article 102;
— article 104;
— article 105;
— article 106;
— article 107;
— article 108;
— article 109;
— article 110;
— article 111;
— article 112;
— article 113;
— article 114;
— article 151;
— article 153;
— article 160;
— article 165;
— article 166;
— article 167;
— article 184;
— article 195;
— article 197;
— article 198.

14 juin 2013

— artikel 95;
— artikel 96;
— artikel 98;
— artikel 102;
— artikel 104;
— artikel 105;
— artikel 106;
— artikel 107;
— artikel 108;
— artikel 109;
— artikel 110;
— artikel 111;
— artikel 112;
— artikel 113;
— artikel 114;
— artikel 151;
— artikel 153;
— artikel 160;
— artikel 165;
— artikel 166;
— artikel 167;
— artikel 184;
— artikel 195;
— artikel 197;
— artikel 198.

14 juni 2013

Theo FRANCKEN (N-VA)
Jan JAMBON (N-VA)